

Communiqué de presse - Lampedusa – 3 octobre 2014

Les 2 et 3 octobre, étaient présents à Lampedusa la Présidente de l'Assemblée de la République du Portugal, Maria da Assunção Esteves, en tant que Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), le Président du Parlement européen, Martin Schulz, la Présidente du Parlement italien, Laura Boldrini, la Ministre des Affaires étrangères italienne, Federica Mogherini, ainsi que le Maire de Lampedusa, Giusi Nicolini.

Cet événement a été organisé sous l'impulsion de la Présidence portugaise de l'AP-UpM.

La Présidente de l'Assemblée de la République a pu rencontrer les survivants de la tragédie de l'an dernier ainsi que les familles des victimes. Lors de ces échanges, elle a rappelé que les institutions ont un devoir moral et politique de répondre au phénomène des migrations ; que la question des migrations est une question de justice globale, d'équilibre entre les peuples ; que c'est une question européenne et pas une question italienne, ou grecque, ou espagnole. « Votre dignité est la nôtre, c'est la même dignité ! », a-t-elle affirmé.

À la conférence du matin, la Présidente de l'Assemblée de la République a ouvert son intervention en disant : « Je salue les immigrés ici présents, ainsi que les héros anonymes qui sont ici et qui ont sauvé nombre d'entre eux. Ces héros anonymes font tous de leur mieux, tandis que nous, les hautes instances politiques, nous n'avons pas encore trouvé de solutions efficaces pour un monde juste. » Et, a-t-elle poursuivi, « l'immigration est la pointe de l'iceberg d'un monde en pleine mutation. Un monde d'interactions qui, cependant, n'a pas encore été capable de conférer rationalité et justice à la mobilité humaine. Tel est l'enjeu d'une nouvelle action, de quelque chose de vraiment nouveau ! Nous avons besoin d'une politique axée sur les causes, d'une approche systémique et transversale. Nous avons besoin de mesures concrètes, de nouvelles méthodes, d'en finir avec le discours rhétorique qui ne mène à rien ». La Présidente a ensuite lu le témoignage d'un immigré, alors qu'il attendait à Tanger de pouvoir traverser la Méditerranée. Puis elle a présenté la proposition de la Présidence portugaise de l'AP-UpM, en rappelant qu'elle avait déjà proposé auparavant le thème des migrations comme idée centrale de son

mandat, pour lequel elle avait obtenu un consensus unanime. Et elle a aussi rappelé qu'en avril, à Lisbonne, le Parlement portugais avait organisé une réunion dont sont issues des propositions concrètes, telles que : - des avantages fiscaux pour les transferts d'argent des immigrés (afin de promouvoir le développement dans les pays d'origine); - la portabilité des droits sociaux acquis; - le renforcement de la dimension humanitaire et de sauvetage de la FRONTEX, en rappelant que « la valeur de la vie est au-dessus de la défense des frontières » ; - une politique coordonnée de vraie information des immigrés dans les pays d'origine, de transit et de destination. « En toute circonstance, il faut faire valoir le droit humanitaire », a affirmé la Présidente.

La Présidente de l'Assemblée de la République a également insisté sur la nécessité pour l'UE de prendre au sérieux une politique de développement. Selon elle, « il faut ouvrir des canaux d'immigration sûre et légale, contraire à une Europe cloîtrée et anachronique ; il faut utiliser les organisations internationales pour influencer les élites politiques des pays d'origine ». « L'Europe doit être unie, elle doit avoir une politique européenne d'immigration, qui n'existe pas vraiment. Cette tragédie est aussi la conséquence des politiques fragmentaires de l'UE », a-t-elle ajouté. La Présidente de l'Assemblée de la République a annoncé qu'elle organisera prochainement au Parlement du Portugal une rencontre de haut niveau – avec le Président du Parlement européen, le Commissaire européen à l'Immigration, la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et les Présidents des Parlements de l'Union européenne et de tout le bassin méditerranéen. L'idée est de rédiger un décalogue de mesures concrètes qui sera adressé aux institutions européennes. Elle conclut en disant que « les tragédies qui se déroulent dans la Méditerranée nous interpellent tous en tant que communauté morale ».